



FICHE PAYS – Novembre 2020

# Afrique du Sud



## Points essentiels:

- 2<sup>ème</sup> économie sur le continent africain après le Nigéria et avant l'Egypte ;
- Avec l'ambition de corriger les inégalités provoquées pendant le régime de l'Apartheid, l'Afrique du Sud a mis en place une politique de discrimination positive dite de "Broad-Based Black Economic Empowerment" (B-BBEE). Elle vise à renforcer l'intégration de la population marginalisée grâce à un système de points que toutes les entreprises doivent *de facto* respecter, sans quoi elles se voient exclues d'opportunités d'affaires (par ex. marchés publics) ;
- Unique pays africain avec lequel la Suisse entretient une Commission économique mixte ;
- Déficit commercial traditionnel de la Suisse avec l'Afrique du Sud – en cause: importations d'or élevées ;
- Accord de protection des investissements avec la Suisse en vigueur depuis 1997 a été dénoncé en 2013 par l'Afrique du Sud.

## 1. Informations sur le pays<sup>1</sup>

### 1.1 Informations générales

	Afrique du Sud	Suisse
Surface (km <sup>2</sup> )	1'219'090 (30x CH)	41'290
Monnaie	Rand (ZAR)	Franc suisse (CHF)
Taux de change (au 14.04.20)	18.9 ZAR →	1 CHF
Population	57.7 Mio. (+1.7%)	8.5 Mio. (+0.8%)
Nombre de suisses en Afrique du Sud	8'403 (2019)	--
Nombre de sud-africains en Suisse	--	1'839 (fév. 2020)

### 1.2 Rankings<sup>2</sup>

	Afrique du Sud	Suisse
<a href="#">Global Competitiveness (2019)</a>	60/141 (+7)	5/141 (-1)
<a href="#">Index of Economic Freedom (2020)</a>	106/180 (-4)	5/180 (-1)
<a href="#">Corruption Perception Index (2019)</a>	70/180 (+3)	4/180 (-1)
<a href="#">Humain Development Index (2019)</a>	113/189 (+0)	2/189 (+0)
<a href="#">Global Innovation Index (2019)</a>	63/129 (-2)	1/129 (+0)

### 1.3 Composition du gouvernement

Président	Cyril RAMAPHOSA (ANC, depuis 02.2018)
Vice-Président	David MABUZA (ANC, depuis 02.2018)
Ministre du Commerce et de l'industrie	Ebrahim PATEL (ANC, depuis 05.2019)
Ministre des Finances	Tito MBOWENI (ANC, depuis 10.2018)
Ministre du Développement des petites entreprises	Khumbudzo NTSHAVHENI (ANC, depuis 05.2019)
Ministre des Hautes études et de la formation	Blade NZIMANDE (ANC, depuis 05.2019)
Ministre des Relations internationales	Grace PANDOR (ANC, depuis 05.2019)
Gouverneur de la Banque centrale	Lesetja KGANYAGO (depuis 11.2014)
Prochaines élections présidentielles	2024

<sup>1</sup> World Bank Data

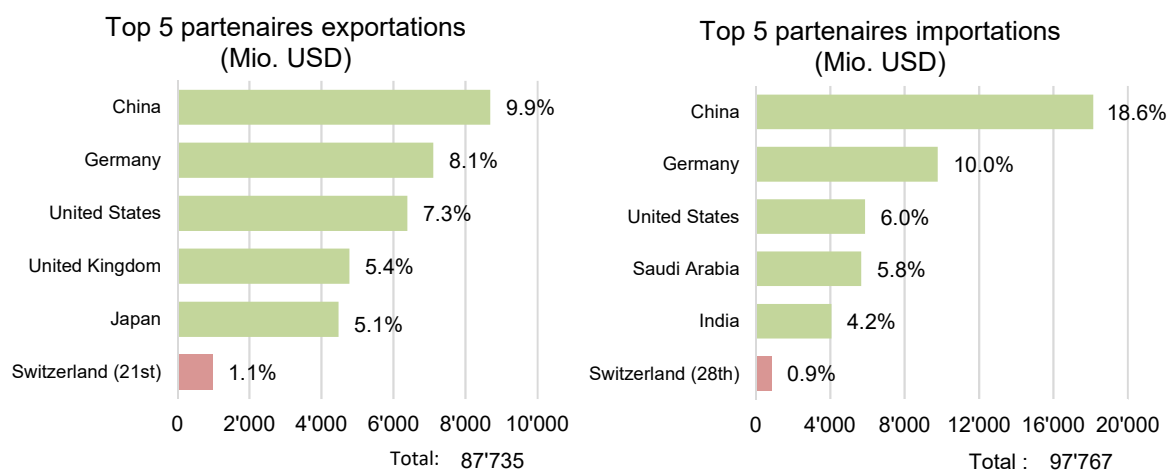
<sup>2</sup> Interprétation: Position du pays / total des pays notés (nombres de places gagnées (+) ou perdues (-) au classement par rapport à l'année précédente)

## 2. Statistiques économiques

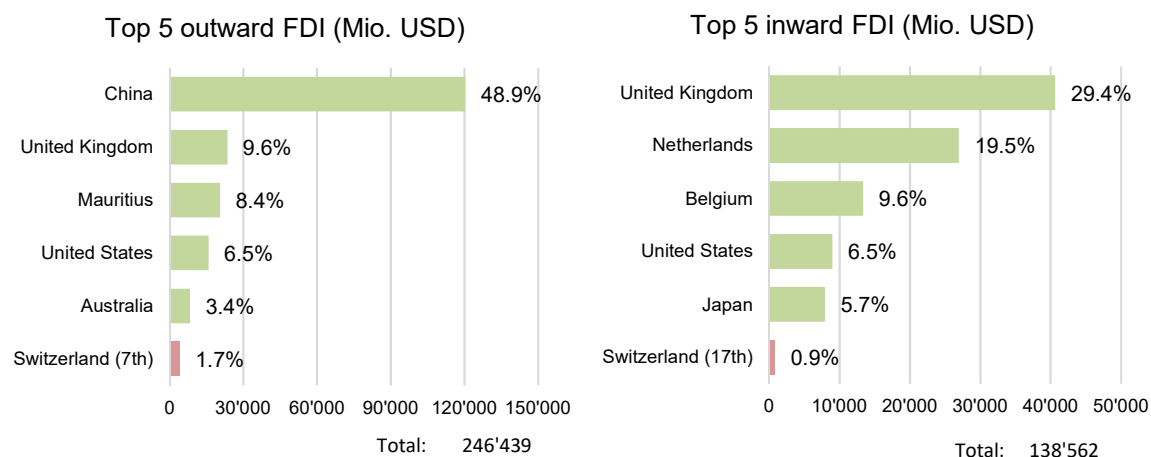
### Indicateurs macroéconomiques<sup>3</sup>

Afrique du Sud				
	2018	2019	2020	2021
<b>Croissance du PIB (%)</b>	0.8	0.2	-8.0	3.0
<b>PIB (USD Mrd.)</b>	368	351	283	317
<b>PIB/habitant (USD)</b>	6'354	5'978	4'736	5'236
<b>Inflation (%)</b>	4.6	4.1	3.3	3.9
<b>Chômage (%)</b>	27.1	28.7	37.0	36.5
<b>Solde budgétaire (% du BIP)</b>	-4.1	-6.3	-14.0	-11.1
<b>Dette publique (% du BIP)</b>	56.7	62.2	78.8	82.8
<b>Compte courant (% du BIP)</b>	-3.5	-3.0	-1.6	-1.8

### Commerce extérieur sud-africain 2019<sup>4</sup>



### Investissements directs étrangers (IDE) 2018<sup>5</sup>



<sup>3</sup> IMF World Economic Outlook Data Base, October 2020. Cellules ombragées sont des estimations/projections.

<sup>4</sup> Direction of trade statistics (DOTS), April 2020

<sup>5</sup> Coordinated Direct Investment Survey (CDIS), April 2020

### 3. Situation économique<sup>6</sup>

#### 3.1 Structure de l'économie (top 4, % du PIB)<sup>7</sup>

Membre du G20, l'**Afrique du Sud est l'économie la plus développée du continent africain**, bien qu'elle soit juste derrière celle du Nigéria en termes de PIB. Après la Seconde Guerre Mondiale, le pays s'est de plus en plus transformé, passant d'une économie essentiellement agraire à une économie industrielle moderne. Ses industries extractives ont toujours joué un rôle clé (or, platine, chrome, manganèse), attirant de nombreux investisseurs étrangers. Avec un revenu par habitant de 6'000 USD (2019), elle peut être classée comme un **marché émergent**.

Rang	Secteurs	2015	2016	2017
1	Finance, real estate and business services	19.8	20.1	20.3
2	General government services	15.2	15.4	15.3
3	Trade, catering and accommodation	13.8	13.9	13.7
4	Manufacturing	12.4	12.5	12.3

#### 3.2 Politique économique

##### *Information générale*

Depuis la fin du régime de l'Apartheid en 1994, la politique économique sud-africaine a toujours eu pour priorité de renforcer la participation économique des populations marginalisées. Cette politique s'inscrit dans le **National Development Plan (NDP)**, constitué en 2009 sous l'ère de l'ancien président Jacob Zuma (2009-2018). Les buts principaux du NDP sont d'éliminer la pauvreté et réduire les inégalités dans le pays d'ici 2030. Dans ce cadre, des **politiques de subvention et de discrimination positive** sont mises en œuvre. Pour l'administration actuelle du Président Cyril Ramaphosa, l'une des priorités actuelles est d'augmenter **l'attractivité de l'Afrique du Sud aux yeux des investisseurs étrangers**. Il faut savoir que durant les années Zuma, l'Afrique du Sud a vécu une période de dégradation de ses conditions-cadres sur fond d'instabilité politique, de népotisme et de scandales de corruption dans les cercles d'influence. Une lutte interne entre deux factions du parti au pouvoir, l'African National Congress (ANC), fait rage sur le plan économique: l'une (proche de l'ancien président Zuma) vise à fondamentalement changer la structure de l'économie favorisant le transfert de ressources vers la majorité noire; l'autre menée par **l'actuel président Cyril Ramaphosa**, défend une version plus modérée visant à promouvoir une croissance tirée par le secteur privé. Ces conflits internes empêchent l'ANC de décider des résolutions qui permettraient au gouvernement de mettre en œuvre les réformes nécessaires pour redynamiser l'économie sud-africaine. L'une des principales batailles se joue sur la question de l'expropriation foncière sans dédommagement, question qui fait frémir les investisseurs étrangers.

##### *Politique budgétaire/fiscale*

Le budget pour l'année fiscale 2019/2020 a vu les projections de déficit à la hausse à cause des contraintes de revenus et des pressions des dépenses. Les garanties accordées aux entreprises d'Etat mal gérées ont mis en difficulté les finances de l'Etat. La **dette publique a en conséquence passablement augmenté** ces dernières années (62.2% du PIB en 2019). **Eskom**, société étatique ayant le monopole de l'électricité dans le pays, est en pleine **crise opérationnelle et financière**. Ceci a conduit à de **graves coupures d'électricité en 2019** dans le pays. Eskom, a bénéficié **d'un sauvetage financier** de la trésorerie sud-africaine en 2019. **South African Airways** est quant à elle au bord de la faillite.

<sup>6</sup> Wirtschaftsbericht 2019 der Schweizerischen Botschaft in Pretoria. Avertissement: les données des tableaux ont été estimées avant la crise liée au Covid-19 et doivent être interprétées avec précautions en attendant les prochains chiffres du FMI.

<sup>7</sup> [Statistics South Africa](https://www.stat.gov.za)

*Réponse à la menace de la pandémie du COVID-19<sup>8</sup>*: L'Afrique du Sud a imposé un **confinement très strict** de plusieurs semaines. Le gouvernement a introduit des **mesures fiscales** pour aider les entreprises et les individus à faire face aux conséquences économiques de la pandémie (réduction d'impôts pour 4 millions d'employés, possibilité pour 75'000 PME de retarder le paiement d'une partie de leurs impôts). Face à la gravité des conséquences économiques posées par le coronavirus, l'Afrique du Sud s'est résolue à se soumettre pour la première fois depuis 1994 à une **assistance financière du FMI**, sous la forme d'un prêt de USD 4.3 milliards.

#### *Politique monétaire*

La Banque de réserve sud-africaine (SARB), indépendante du gouvernement, mène une politique monétaire d'*inflation targeting* depuis 2000 afin de **maintenir la stabilité des prix** dans la fourchette de 3 à 5 % (objectif plus ou moins été atteint jusqu'à présent).<sup>9</sup>

#### *Politique économique extérieure*

Comparativement aux autres pays africains, l'économie sud-africaine est relativement **ouverte** et possède une capacité d'**innovation** intéressante. Le pays reçoit ainsi une grande partie des investissements étrangers en direction de l'Afrique et est également le principal investisseur intra-africain.

Longtemps considéré par les investisseurs étrangers comme étant le hub économique du continent, l'Afrique du Sud tente de renforcer son leadership sur le continent africain, notamment par son **implication dans l'Union africaine (UA)**, la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), le BRICS et le G20, ainsi que dans l'ONU. L'Afrique du Sud est notamment le seul pays africain à être membre du BRICS (depuis 2010) et du G20. L'Afrique du Sud a signé et ratifié (février 2019) l'accord-cadre pour l'établissement du African Continental Free Trade Area (**AfCFTA**). L'Afrique du Sud est un **membre important de l'OMC**. Elle s'efforce d'exercer activement son influence et participe aussi aux réunions ministérielles informelles. D'une manière générale, l'Afrique du Sud est actuellement plutôt un frein à l'OMC. Avant tout, le pays veut conserver la possibilité de promouvoir le développement de son économie nationale.

### 3.3 Conjoncture économique

La **croissance du PIB est faible** (0.2% en 2019). Malgré des attentes élevées du marché pour des réformes structurelles de l'économie, l'économie sud-africaine peine à redécoller en raison d'une mise en œuvre difficile des réformes et d'une incertitude politique persistante. Malgré une **pression inflationniste** à travers une perte de valeur du *Rand* et une hausse marquée des prix de l'électricité, l'inflation devrait rester sous contrôle et ne pas dépasser les **5%**. Le pays a un **taux de chômage particulièrement haut** et stable (autour de **27%** depuis plusieurs années). A travers le NDP (voir plus haut), l'Afrique du Sud vise un taux de chômage à 6% d'ici 2030, objectif irréaliste au vu de la faible croissance que connaît le pays depuis plusieurs années et des conséquences provoquées par le coronavirus.

#### **Thème particulier: Broad-Based Black Economic Empowerment Policy (B-BBEE)**

Avec l'ambition de corriger les inégalités provoquées pendant le régime de l'Apartheid, l'Afrique du Sud a mis en place une politique de discrimination positive dite de "Broad-Based Black Economic Empowerment" qui vise à renforcer la participation économique de la population marginalisée grâce à un système de points sophistiqué. La mise en œuvre de la B-BBEE n'influence pas seulement l'économie, mais s'étend aussi à presque tous les domaines de la vie quotidienne. Même si le B-BBEE n'est pas obligatoire, sa compatibilité peut, par exemple, influencer l'attribution des marchés publics et des concessions par l'État. De nombreuses voix sud-africaines se plaignent que la politique B-BBEE déstabilise le secteur privé et encourage la corruption et le népotisme systématique.

Dans les faits, force est de constater que la politique B-BBEE est un échec puisque, depuis son introduction (2003), les inégalités et le chômage n'ont cessé d'augmenter à travers le pays. Les personnes de couleur bien connectées en ont bénéficié, mais pour le reste de la population cette politique n'a pas fondamentalement amélioré ses conditions de vie.

<sup>9</sup> IMF: World Economic Outlook Database, October 2020

## 4. Relations économiques bilatérales

### 4.1 Accords économiques (liste non-exhaustive)

Accords	Etat	Depuis
<a href="#">Accord de libre-échange (ALE)</a>	Modernisation	01.05.2008
<a href="#">Accord contre la double-imposition (CDI)</a>	En vigueur	27.01.2009
<a href="#">Accord de protection des investissements (API)</a>	Dénoncé	30.10.2014
<a href="#">Echange automatique de renseignements</a>	En vigueur	01.01.2018
<a href="#">Accord sur le transport aérien</a>	En vigueur	07.12.2007

### Commentaires

**API** API en vigueur depuis le 29.11.1997. Le 30 octobre 2013, la Suisse a été informée de la dénonciation de l'API par l'Afrique du Sud. L'accord a donc expiré 12 mois plus tard, le 30 octobre 2014. Les investissements réalisés avant l'expiration de l'accord resteront protégés pendant vingt ans supplémentaires (c'est-à-dire jusqu'au 30 octobre 2034) selon les dispositions de l'API.

**ALE** Des négociations entre les Etats de l'AELE et les Etats de l'Union douanière d'Afrique australe (SACU: Afrique du Sud, Botswana, Eswatini, Lesotho, Namibie) sont en cours en vue d'une modernisation de l'accord de libre-échange. La modernisation visée de l'accord de libre-échange existant couvre le commerce des marchandises, les aspects douaniers (règles d'origine, facilitation des échanges) ainsi que l'inclusion d'un chapitre sur le commerce et le développement durable.

### 4.2 Présence institutionnelle

#### En Afrique du Sud:

- [Swiss Business Hub \(SBH\) Southern Africa](#)
- [Chapter der SwissCham Southern Africa \(SAC\)](#), Sandton/Johannesburg
- [Swiss Import Promotion Programme \(SIPPO\)](#)

#### En Suisse:

- [Switzerland Global Enterprise \(S-GE\)](#)
- [SwissCham Southern Africa \(SCSA\)](#)
- [Swisscham-Africa](#)
- [Swiss-African Business Circle \(SABC\)](#)

### 4.3 Commerce bilatéral des marchandises (perspective suisse)<sup>10</sup>



**3.5 milliards**  
Commerce (CHF),  
Total 2

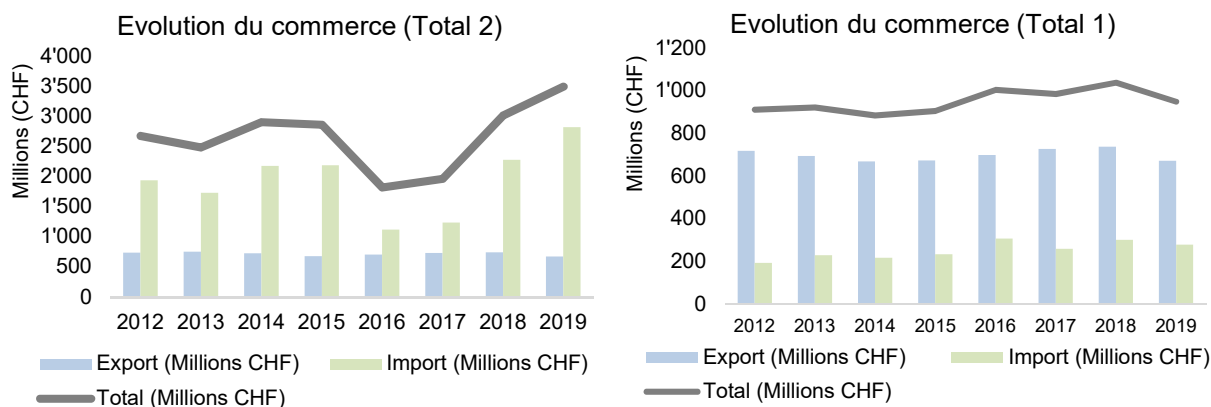


**0.7%**  
Part mondiale,  
Total 2



**Nr.32**  
Partenaire commercial,  
Total 2

#### Evolution du commerce bilatéral

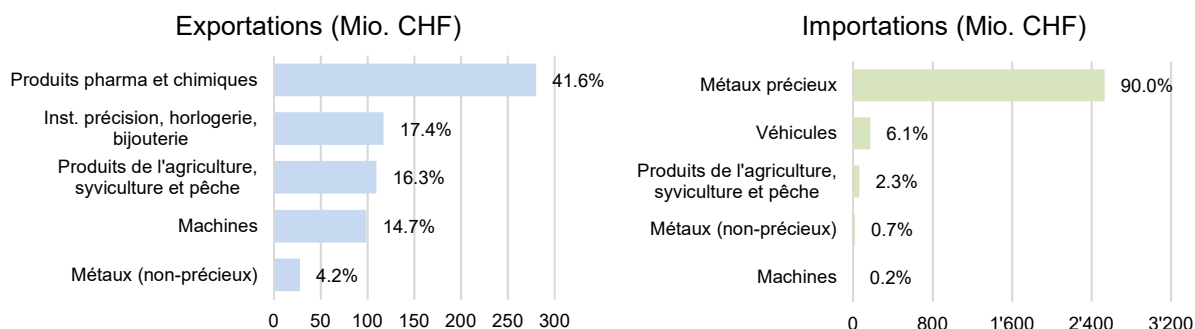


	Export (Mio. CHF)	Variation (%)	Import (Mio. CHF)	Variation (%)	Solde (Mio. CHF)	Volume total (Mio. CHF)	Variation (%)
<b>2017</b>	729	4.1	1'234	10.4	-504	1'963	8
<b>2018</b>	739	1.3	2'272	84.2	-1'533	3'011	53.4
<b>2019*</b>	<b>674</b>	<b>-8.9</b>	<b>2'813</b>	<b>23.8</b>	<b>-2'140</b>	<b>3'487</b>	<b>15.8</b>
(Total 1)**	(278)	(-7.6)	(672)	(-9.0)	(-394)	(950)	(-8.6)
<b>2020 (I-IX)</b>	369	-29.4	1'519	-29.0	-1'150	1'888	-29.1

\*) Chiffres provisoires

\*\*) Total conjoncturel (Total 1): à l'exclusion de l'or en lingot et autres métaux précieux, des pièces de monnaie, des pierres précieuses et semi-précieuses, des objets d'art et des antiquités

#### Composition du commerce bilatéral (2019, Total 2)



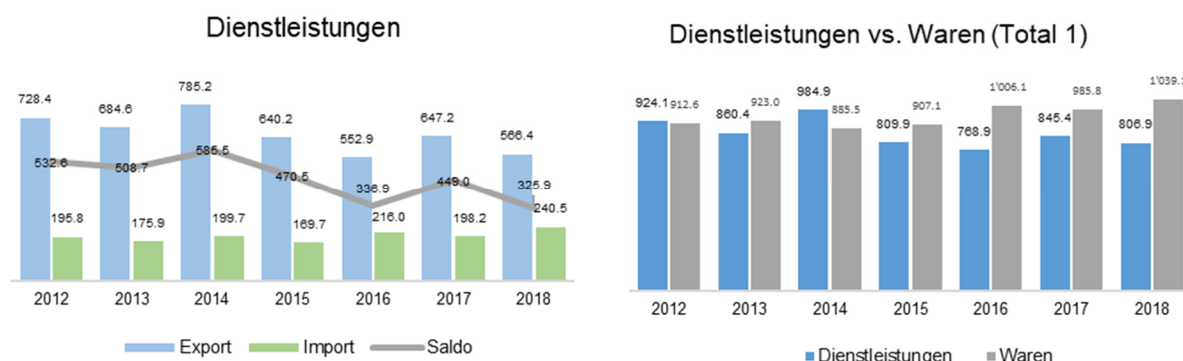
#### Commentaires

L'Afrique du Sud est le **1<sup>er</sup> partenaire économique de la Suisse sur le continent africain**. Le commerce bilatéral entre la Suisse et l'Afrique du Sud représente encore 21.5% des échanges commerciaux entre la Suisse et l'Afrique. La chute prononcée du commerce bilatéral entre 2015 et 2016 est due à une chute importante des importations de métaux précieux à hauteur de 58%. En 2019, **90% des importations** en provenance d'Afrique du Sud ont été composées de **métaux précieux**, principalement de l'or (78%), du platine (8%) et des diamants (3%).

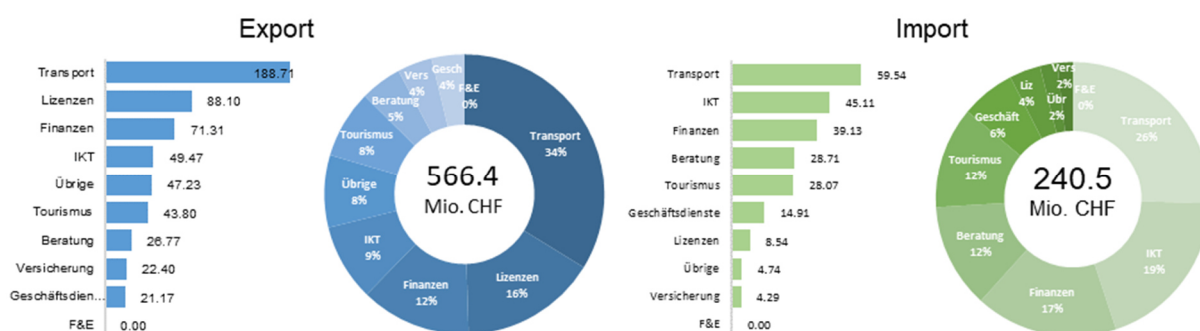
<sup>10</sup> Source : [Administration Fédérale des douanes AFD](#). Total 2: avec l'or en barres et autres métaux précieux, les pièces de monnaie, les pierres précieuses et semi-précieuses, ainsi que les œuvres d'art et les antiquités. Le total 2 avant 2012 ne comprend pas l'or, l'argent et les pièces.

#### 4.4 Commerce bilatéral des services (perspective suisse)<sup>11</sup>

##### Evolution du commerce bilatéral des services (Mio. CHF)



##### Commerce bilatéral des services par secteur 2018 (Mio. CHF)

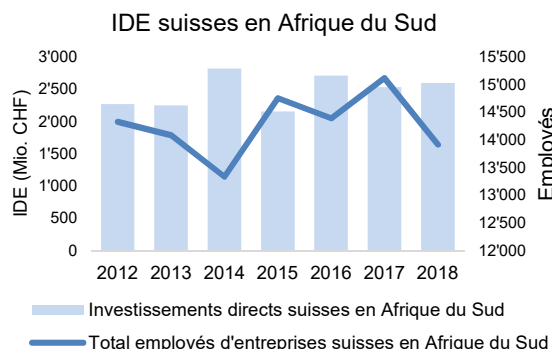


#### Commentaires

Les recettes liées aux exportations de services, qui sont plus que deux fois plus élevées que les dépenses, sont composées à 35% de services liés au transport, à 16% des licences et 12% des finances. Les dépenses en service sont aussi variées, avec 26% s'afférant au transport, 12% à la finance, aux conseils et au tourisme.

#### 4.5 Investissements directs (perspective suisse)<sup>12</sup>

##### Investissements directs étrangers (IDE) (Mio. CHF)



#### Commentaires

La **centaine d'entreprises suisses présentes en Afrique du Sud** joue un rôle important pour l'économie du pays. En effet, la Suisse figure parmi les 10 plus **importants investisseurs** en Afrique du Sud. Selon les statistiques de la BNS, les entreprises suisses employaient 13'921 personnes en Afrique du Sud à la fin de l'année 2018 (contre 15'120 fin 2017). Néanmoins,

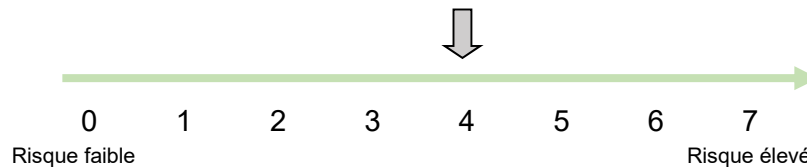
<sup>11</sup> Banque Nationale Suisse

<sup>12</sup> Banque Nationale Suisse, Bundesamt für Statistik



selon les estimations de l'Ambassade suisse à Pretoria, la réalité se situerait plutôt au-dessus des 50'000 personnes.

#### 4.6 Assurance suisse contre les risques à l'exportation (SERV)<sup>13</sup>



Les garanties de crédit à court, moyen et long terme de la SERV sont disponibles.

#### 4.7 Coopération au développement

##### Coopération économique du SECO

Le SECO a commencé sa coopération économique au développement en Afrique du Sud dès 1996. Il dispose de sa propre stratégie de coopération pour l'Afrique du Sud depuis 2009 et, depuis 2010, d'une équipe de programme du SECO à l'ambassade à Pretoria. Les interventions précédentes ont principalement contribué à améliorer les conditions cadres économiques, notamment en aidant à mettre en place des institutions importantes telles que le *National Cleaner Production Center*, l'élaboration d'une norme nationale en matière de déchets électroniques, le soutien technique à l'éclairage public économe en énergie, la publication des rapports "*Doing Business*" au niveau infranational et le soutien aux réformes réglementaires dans le secteur financier. L'accord-cadre de coopération au développement est en vigueur depuis le 18.3.2014.

Le SECO a défini les domaines suivants pour la coopération au développement économique dans sa stratégie par pays pour l'Afrique du Sud 2017 - 2020 :

1. Promouvoir un secteur public efficace et une bonne gestion financière (avec une dimension régionale pour le *peer-to-peer learning* et le transfert de connaissances vers les pays voisins)
2. Promouvoir une économie compétitive et inclusive qui crée des emplois durables et cherche à s'intégrer dans le commerce international (avec une dimension régionale également)
3. Soutenir les secteurs de l'économie verte avec une croissance respectueuse du climat. Accent mis sur l'efficacité énergétique et sur une utilisation durable de l'énergie moins dépendante des combustibles fossiles (en particulier le charbon).

Le budget pour ces différents projets se monte à environ 55 millions CHF.

<sup>13</sup> [SERV](#)

#### 4.8 Dernières visites (depuis 2010, liste non-exhaustive)

2020 (23.1)	Rencontre entre le CF Guy Parmelin et le Ministre sud-africain du Commerce et de l'industrie Ebrahim Patel, en marge du WEF à Davos
2019 (21.3)	Rencontre entre une délégation du SECO menée par l'Ambassadeur Erwin Bollinger et une délégation du Department of Trade and Industry.
2019 (22.1)	Rencontre entre le CF Guy Parmelin et le Ministre sud-africain du Commerce et de l'industrie M. Rob Davies, en marge du WEF de Davos
2019 (10-11.01)	Visite de travail du CF Ignazio Cassis en Afrique du Sud, avec participation du SECO dans la délégation officielle (Ambassadeur Erwin Bollinger)
2018 (15.6)	Achte Sitzung des Joint Economic Committee Schweiz-Südafrika in Pretoria
2017 (8.5)	Siebte Sitzung des Joint Economic Committee Schweiz-Südafrika in Bern
2016 (19.-22.9.)	Wirtschaftsmission von StS Ineichen-Fleisch nach Südafrika mit Privatdelegation
2015 (1.12.)	Sechste Sitzung des Joint Economic Committee Schweiz-Südafrika in Pretoria
2014 (18.9.)	Fünfte Sitzung des Joint Economic Committee Schweiz - Südafrika in Bern
2014 (16.9)	Bilaterales Treffen zwischen StS M.-G. Ineichen-Fleisch und Elizabeth Thabethe, Vizeministerin für Small Business Development in Zürich
2014 (22.-26.1)	Bilaterales Treffen zwischen BR J.N Schneider-Amman und Derek Hanekom, südafrikanischer Minister für Wissenschaft und Technologie am Rande des WEF.
2013 (4.-8.9.)	Offizielle Mission von BR J.N. Schneider-Amann im Bereich Wirtschaft, Wissenschaft, Forschung und Innovation nach Südafrika Vierte Sitzung des Joint Economic Committee Schweiz - Südafrika in Pretoria
2012 (21.6.)	Bilaterales Treffen von BR J. N. Schneider-Amann mit dem südafrikanischen Handels- und Industrieminister Rob Davies in Bern. Bilaterales Treffen von BR D. Burkhalter mit Minister Rob Davies während des SWISSMEM-Industrietages in Zürich. Dritte Sitzung des Joint Economic Committee Schweiz - Südafrika in Zürich
2012 (25.-28.1.)	Bilaterales Treffen von BR J. N. Schneider-Amann mit dem südafrikanischen Handels- und Industrieminister Rob Davies am Rande des WEF, Davos
2010 (Juni)	Reise von BP D. Leuthard an die Fussball-WM 2010
2010 (30.3.-1.4.)	Mission StS Jean-Daniel Gerber nach Südafrika. Zweite Sitzung des bilateralen Gemischten Wirtschaftskomitees Schweiz - Südafrika in Pretoria
2010 (27.-31.1.)	Treffen von BP D. Leuthard mit dem südafrikanischen Präsidenten Jacob Zuma am Rande des WEF in Davos